



TRANSPARENCY INTERNATIONAL INITIATIVE MADAGASCAR



« Ensemble contre la corruption »

*Le projet « Quel est le budget de ma commune ? » soutenu
par l'Ambassade Française à Madagascar*

FACTSHEET QBC 2018

Projet QCB: Quel est le budget pour ma commune?

CONTEXTE

La collecte de données par le Fonds de Développement Local (FDL) au niveau des communes des régions de BOENY et de DIANA a conclu à la faiblesse des indices de gouvernance locale (IGL) et de comptabilité et gestion financière (CGF). Ces données officielles confirment les données « informelles » collectées par Transparency International-Initiative Madagascar via ses partenaires régionaux du projet « Land and Corruption 2015-2019 » sur la gestion foncière des communes. En effet, les acteurs des deux régions mettent en avant un manque de compétence à la fois des acteurs communaux et des acteurs de la société civile locale sur les enjeux de la transparence budgétaire communale.

Au niveau national, dans le cadre de son programme « Transparence des Informations Publiques », Transparency International-Initiative Madagascar rencontre des difficultés à obtenir des informations fiables concernant le transfert des subventions nationales aux communes dans le cadre de la loi n°2014-020 relative aux ressources des Collectivités territoriales décentralisées, aux modalités d'élection, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de leurs organes.

A l'échelon des communes, Transparency International-Initiative Madagascar, MSIS TATAO et le CCOC ont constaté que les transferts des subventions nationales sont incertains en termes de montant et de périodicité. De même, la collecte des recettes fiscales communales est insuffisante et les contributions diverses au budget ne se font pas en temps et en heure, ce qui engendre un retard dans la conduite annuelle de l'exercice budgétaire communal. Les élus et les agents communaux n'ont pas bénéficié de renforcement des capacités aux techniques de transparence et de suivi budgétaire. De plus, la participation citoyenne au budget s'arrête le plus souvent son élaboration et peu de communes poursuivent leur effort de transparence en pratiquant un suivi budgétaire participatif ou le suivi citoyen de ses programmes d'exécution. La transparence se limite souvent à un simple affichage du budget, sans justification. Cette technique inadaptée à la majorité de la population non formée à la lecture d'un budget et à faible niveau d'instruction n'apporte que peu d'informations aux administrés sur le budget réel de leur commune. Les acteurs de la société civile, les contribuables et les citoyens s'impliquent timidement dans le budget participatif.

L'absence de transparence budgétaire n'incite guère à un paiement régulier des redevances et des taxes. Le manque de services dédiés à développer les performances économiques de la commune (communication, visibilité, mise en réseau), contribue également à un désintérêt au paiement des taxes et impôts. Ce manque de transparence augmente les risques de corruption et de perte financière pour les communes. Enfin, le manque d'ouverture de certaines communes n'incite pas à une participation. De plus, le manque de vulgarisation et de communication en des termes explicites de la gestion de la commune décourage les citoyens s'intéressant à la gestion communale.

Dans ce contexte, Transparency International-Initiative Madagascar, à travers dudit projet, souhaite d'une part renforcer les communes à communiquer sur leur budget de manière transparente et inciter les contribuables, notamment les opérateurs économiques, à s'acquitter régulièrement de leurs impôts et cotisations. D'autre part, le projet a pour but de rendre accessible le suivi budgétaire à tous, en particulier via les médias.

Objectif global

Le projet a pour objectif principal la gestion budgétaire transparente et inclusive aux niveaux national et local, qui confèrera aux communes ciblées des retombées économiques et améliorera les conditions de vie des citoyens.

Objectifs Spécifiques

- Les 16 communes cibles augmentent le taux de recouvrement des subventions nationales grâce à leur implication dans un plaidoyer conjoint avec TI-IM, MSIS TATAO et le CCOC auprès des institutions étatiques identifiées dans l'étude PETS « Système de suivi des dépenses publiques » ;
- 30 journalistes se spécialisent dans l'investigation sur la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption ;
- Un accompagnement régulier et multi acteurs rend l'application des budgets communaux transparente et inclusive ;
- La pérennisation des objectifs spécifiques 1 à 3 est assurée après la fin du projet.

Réalisations

- Identification par appel à manifestation d'intérêt des communes, des OSC locales, acteurs économiques, des jeunes et citoyens volontaires dans la réalisation du projet (réunions, médias, affichage, ...). En tout, 16 communes sont identifiées sur l'ensemble des deux régions ;
- Lancement du concours annuel pour la presse écrite, radiophonique et télévisée 2016 et 2017 : identification et valorisation des journalistes les plus compétents (des deux régions mais aussi au niveau national) et motivés grâce à un concours de presse;
- Cérémonie de remise des prix 2016 aux journalistes méritants. Dans chaque catégorie, un prix a été remis pour l'investigation, un prix pour les jeunes journalistes et un prix pour les femmes journalistes. L'évènement a donné une grande visibilité du projet et a permis d'identifier s journalistes susceptibles de participer dans la mise en œuvre du projet. La participation des femmes journalistes a été fortement encouragée ;
- Lancement du concours de presse édition 2018 lors de l'atelier IPC au 22 Février 2018 dont la participation des journalistes au niveau de deux régions (Boeny et Diana) a été remarquable.
- Formation aux outils IBO –indice du budget ouvert- (ITB) et PETS (Public Expenditure Tracking Survey) de MSIS TATAO et du CCOC, partenaires pour le plaidoyer, ainsi que du personnel communal et des organisations de la société civile (en moyenne 30 personnes par commune représentant toutes les catégories d'acteurs) ;
- Elaboration des questionnaires d'enquêtes et réalisation annuelle de l'IBO 2016 et de l'IBO 2017 en cours dans chaque commune volontaire couplée avec l'enquête initiale 2016 et de suivi (2018) du projet (en cours IBO 2017) ;
- Compilation des résultats des enquêtes : travail d'analyse ITB et PETS 2016 au niveau régional (Diana) et local (8 communes) : codification des résultats d'enquête, traitement (notation des scores et analyse des résultats) ;
- Tenue des deux (2) ateliers régionaux (22 Juin 2017 Diana et 08 septembre 2017 pour Boeny) de présentation des résultats d'enquête ITB et PETS et des 20 recommandations (10 pour Boeny et 10 pour Diana) pour le suivi des subventions des communes au niveau des deux (2) Régions devant les hauts responsables des services publics locaux, institutions publiques et privées privilégiant la lutte contre la corruption, organisation de la société civile et journalistes (18 journalistes pour les deux régions);
- Formation annuelle des 21 journalistes (treize (13) au niveau du Boeny vers la fin du mois de Mai 2017 et huit (8) pour Diana au mois de Juillet 2017, (84% des journalistes invites étaient présents) à l'outil PETS et au suivi budgétaire communal. Formation semestrielle spécifique des 11 journalistes dans le cadre de bonne gouvernance (Domaine foncier) dans la Région Boeny.



Réalisations

- Formation à la technique du plaidoyer et à l'élaboration du plaidoyer 2016 pour les dix (10) membres des cinq (5) des OSC régionales de la Diana (tout d'abord dans les communes d'intervention (chaque OSC est représentée par 2 membres à la formation) et sept (7) membres des responsables communaux. Au niveau de la Diana, cinq (5) formations sur huit (8) ont été tenues.
- Cinq (5) formations trimestrielles spécifiques et multi acteurs H/F (équipes communales, OSC, contribuables, entrepreneurs, artisans, citoyens leaders) parmi un choix de thématiques (suivi budgétaire ; redevabilité et veille citoyenne ; fiscalité et recouvrement ; communication et développement économique ; développement organisationnel et recherche de financement, ...). La formation a été réalisée sur 5 communes de la Diana avec 30 participants dans chaque commune. Pour cette première formation, la thématique priorisée par les acteurs est le suivi budgétaire. Cette thématique englobe également la participation citoyenne et la redevabilité.
- Mise en place de conseils communaux des jeunes (application pratique des formations). Quatre (4) conseils des jeunes de quinze (15 à 20) membres ont été mis en place sur 4 communes de la Diana au suivi de l'application de la formation sur le suivi budgétaire. En cours de mise en place dans les communes de la Région Boeny.
- Création d'un cadre d'échange formel (point focal communal/OSC/secteur privé/jeunes). 4 plateformes d'échange non encore formelles sont mises en place sur les quatre (4) communes de la Diana avec la mise en place des conseils des jeunes. Encours de mise en place dans les communes de la Région Boeny

Activité à mener jusqu'à Juin 2018

Au niveau régional :

- Poursuite de l'IBO et PETS 2017
- Atelier régional (Boeny) de présentation des résultats d'enquêtes ITB et PETS 2017
- Formation (Région Boeny) à la technique du plaidoyer à la fois pour les communes et pour les OSC ;
- Poursuite des formations sur la transparence budgétaire et des thématiques que les communes veulent approfondir (Région DIANA)
- Organisation de sketch réalisé par les jeunes issue de point focal communal sur le thème de la transparence budgétaire (Région DIANA)
- Plaidoyers régionaux et nationaux sur la publication transparente et l'augmentation du taux des subventions;
- Réalisation de trois films courts sur la réalisation du projet par des étudiant/es en journalisme de chaque région et à Antananarivo

Au niveau communal :

- Mise en place de conseils communaux des jeunes ;
- Continuation de la création d'un cadre d'échange formel (point focal communal/OSC/secteur privé/jeunes) ;
- 1 Formation trimestrielle spécifique et multi acteurs H/F sur la gestion budgétaire communal participative et transparente (équipes communales, OSC, contribuables, entrepreneurs, artisans, citoyens leaders) parmi un choix de thématiques (suivi budgétaire ; redevabilité et veille citoyenne ; fiscalité et recouvrement ; communication et développement économique ; développement organisationnel et recherche de financement, ...) (initier) ;
- Suivi mensuel de chaque structure (bureau communal, OSC, entreprise, ...) dans la mise en œuvre des outils appris;
- Pièces itinérantes de théâtre interactif « Quel est le budget de ma commune ? » mensuelles dans une commune différente chaque mois et dans des lieux variés (écoles, marchés, associations, hôpitaux, etc...) ;
- Recherche de sponsors pour le financement des prix du concours de la presse ;
- Recherche de partenariats pour la formation de nouveaux journalistes à la transparence budgétaire ;
- Emission radiophonique régulière « Quel est le budget de ma commune ? » (Partenariat radio/OSC/communes) ;
- Mise en place de Kabary trimestriels sur le suivi budgétaire auprès des Fokontany de chaque commune (précédée de théâtre interactif) ;

Financement

Coût total du projet: 255 080 000 MGA / 72 880 € Fonds PISCCA = Projets Innovants des Société Civiles et Coalitions d'Acteurs (Ambassade de France)